

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
Le Ouessant
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 09 Décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCAL

Route de la Bécanne
BP 03
35720 MESNIL-ROC'H

Références : 2022-UD35/690

Code AIOT : 0005502802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans la carrière SOCAL implantée à "BECANNE" 35720 MESNIL-ROC'H. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCAL
- BECANNE 35720 MESNIL-ROC'H
- Code AIOT : 0005502802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site inspecté est une carrière de granit.

Les thèmes de visite retenus sont la situation administrative et la surveillance de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubriques	AP Complémentaire du 07/08/2012, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Mesures générales de prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 8	/	Sans objet
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 11	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée et localisation	AP Complémentaire du 07/08/2012, article 2	/	Sans objet
3	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 5.3	/	Sans objet
4	Caractéristiques de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 6.4	/	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 7.1	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.3	/	Sans objet
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.4	/	Sans objet
10	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien tenue et suivie. Certains points sont à améliorer et demandent une réponse de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/08/2012, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2510-1 : exploitation de carrière : 150000 tonnes extraite par an 150000 t commercialisées par an</p> <p>2515-1 : concassage, avec installation mobile d'une puissance de 1000 kW</p> <p>2517-1 : station de transit des matériaux, avec un volume stocké de 4 millions de m³</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare sur GEREPE les quantités de roches extraites, additionnées des quantités de matériaux concassés produites. Il ne réalise pas de distinction entre les matériaux extraits et commercialisés.</p> <p>Le total déclaré en 2021 est 187600 tonnes, inférieur aux 300 000 tonnes autorisées (150 000 + 150 000).</p> <p>Les installations de traitement des matériaux se composent de trois engins : deux concasseurs et un giratoire.</p> <p>Un des deux concasseurs a été installé dans la carrière en 2020 d'après l'exploitant. D'après un document consulté lors de l'inspection, sa puissance est de 226 kW.</p> <p>L'exploitant précisera à l'inspection les puissances des deux autres appareils, pour vérifier que la puissance de 1000 kW autorisée n'est pas dépassée.</p> <p>L'activité de transit de matériaux était classée en m3 au moment de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2012. Depuis, elle a évolué et le classement se fait en m².</p> <p>L'exploitant déclarera à l'inspection la superficie dédiée au transit de matériaux, y compris la zone de stockage des blocs historiques, qui sont progressivement et partiellement repris pour être concassés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée et localisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/08/2012, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation est accordées pour une durée de trente ans à compter de la signature du présent arrêté, soit jusqu'au 1er juin 2029.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral en cours est valable jusqu'au 1er juin 2029.</p> <p>L'exploitant a annoncé à l'inspection le souhait de déposer un dossier de demande de renouvellement d'autorisation pour 30 ans, avec approfondissement sur deux paliers.</p> <p>Pour information, entre temps, l'exploitant compte déposer un dossier de demande de modification des conditions d'exploiter, pour modifier les plans de phasage actuellement prévus. En effet, il existe deux fosses d'extraction sur la carrière, une historique chez SOCAL et la seconde rachetée à un autre exploitant. SOCAL souhaite réunir ces deux fosses d'extraction. L'exploitant a expliqué à l'inspection que ceci était d'actualité au moment du rachat des parcelles voisines, mais que les plans de phasage n'ont pas été mis à jour au moment du montage du dossier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les dispositions utiles lors des tirs de mines pour assurer la sécurité et l'information du public.
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il faisait retentir une sirène avant et après les tirs de mines. Ceux-ci sont généralement réalisés entre 11h et 12h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Caractéristiques de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 6.4
Thème(s) : Situation administrative, Cote maximale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... Le gisement sera exploité jusqu'à la cote NGF + 15 m. ...
Constats : Le plan papier consulté lors de l'inspection datait de 2019. Un plan en version numérique plus récent a été consulté lors de l'inspection. La cote de 15 m NGF n'est pas dépassée. Elle est atteinte depuis quelques semaines seulement, sur la fosse d'extraction de "l'avenir", depuis l'ouverture du dernier palier autorisé. Sur la fosse "Bécane", elle n'est pas atteinte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 7.1
Thème(s) : Situation administrative, Principe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état du site sera effectuée au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction conformément aux plans de phasage joints au présent arrêté. La remise en état du site doit être conforme au plan final de réaménagement joint au présent arrêté.
Constats : Pour le moment, la remise en état n'a pas commencé. L'exploitant a par ailleurs un souhait de demander une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. La remise en état ne commencera donc pas dans les prochaines années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures générales de prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Voie publique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ... Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. Constats : Lors de l'inspection, la voie d'accès à la carrière, était propre. L'exploitant a indiqué à l'inspection nettoyer régulièrement la sortie de la carrière, avec une tonne à eau. Cependant, dès qu'il pleut, la boue recouvre rapidement la sortie de la carrière. L'exploitant a précisé à l'inspection réfléchir à l'installation d'un système de lavage des roues des camions, avant leur sortie du site. L'exploitant précisera à l'inspection sous quel délai il envisage d'installer ce système de lavage des roues des camions ou la solution finalement retenue pour éviter que les engins sortant de la carrière ne salissent la route.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Normes de rejet des eaux de ruissellement et d'exhaure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu au nord de la parcelle 603 et au sud-est de la parcelle 587. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée : 5,5 < pH < 8,5 Température < 30°C MEST < 35 mg/L DCO < 125 mg/L HCT < 10 mg/L Fe + Al < 5 mg/L Mn < 1 mg/L
Constats : L'exploitant fait analyser chaque mois, par un laboratoire, un échantillon d'eau de la carrière, avant rejet au milieu naturel. Le classeur des bulletins d'analyse a été consulté par sondage lors de l'inspection. Les résultats étaient conformes aux valeurs prescrites dans l'arrêté préfectoral. L'attention de l'exploitant a été attirée sur les valeurs de pH qui peuvent parfois être très proches, voire légèrement supérieures, à la valeur haute de la fourchette autorisée. L'exploitant réalise la mesure du phosphore (P), or ce paramètre n'est pas prescrit. Le paramètre prescrit est le suivi du changement de la couleur de l'eau, grâce à l'échelle dite platine-cobalt (Pt-Co). L'analyse du phosphore peut donc être stoppée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu sera réalisé dans les conditions suivantes : pH quotidien, volume en continu, DCO annuelle, MES et métaux une fois par mois. Transmission aux installations classées tous les trimestres.
Constats : L'exploitant réalise les analyses d'échantillon d'eau de la carrière avant rejet, aux fréquences prescrites. Par contre, aucune transmission via l'outil GIDAF n'est effectuée. L'arrêté préfectoral n'a pas été mis à jour en ce sens, mais l'inspection invite l'exploitant à enregistrer toutes ses données d'autosurveillance sur GIDAF et à solliciter l'inspection en cas de souci de connexion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Limite de propriété 70 dB et aux points suivants : A : 49 dB B : 46 dB C : 50 dB
Constats : Lors de l'inspection , le rapport du dernier contrôle des émissions sonores de la carrière a été consulté. Il a été réalisé par l'APAVE en septembre 2021. Une non conformité dans une ZER (point 4) a été enregistrée. L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures pour respecter l'arrêté préfectoral. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine campagne de mesure des émissions sonores.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Max vitesses particulières 10 mm/s
Constats : Le classeur de rangement des éléments relatifs aux tirs de mine, a été consulté par sondage lors de l'inspection. Les vitesses enregistrées consultées, étaient inférieures à 5 mm/s, donc conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet